



## CONDITIONS GENERALES DE SERVICE SUITE ENTREPRISE.com

### PREAMBULE

- Le Client et la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes ont préalablement (ou concomitamment) conclu un contrat d'échanges de données informatisées conformément au protocole interbancaire EBICS afin de permettre l'utilisation du Service SUITE ENTREPRISE.com.
- Le Client est équipé d'un accès au réseau Internet et souhaite utiliser cet accès pour la gestion de ses flux bancaires en ligne et pour effectuer ses télétransmissions ;
- La Banque souhaitant faire bénéficier le Client de la souplesse apportée par les nouvelles technologies de communication a développé un service dénommé **SUITE ENTREPRISE.com** permettant la mise en œuvre du service de télétransmission.

Ceci exposé,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

### ARTICLE 1 – DEFINITIONS

**Administrateur** : personne physique désignée par le représentant légal du Client dans les Conditions Particulières responsable du paramétrage du Service et interlocuteur de la Banque concernant l'utilisation du Service. Pour lutter contre les tentatives de fraude aux virements, il est fortement recommandé que l'Administrateur soit une personne différente de celles autorisées à créer des fichiers Clients dans le cadre du Service.

**Application Mobile** : désigne un programme téléchargeable et exécutable à partir du système d'exploitation d'un appareil électronique mobile, comme un Smartphone ou une tablette, qui permet une connexion internet.

**Banque** : désigne la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes.

**Banques Tierces** : désigne les autres banques auprès desquelles le Client a souscrit un abonnement EBICS.

**Clients** : désigne les clients personnes morales ayant un compte courant ouvert dans les livres de la Banque.

**Contact Privilégié** : personne physique désignée aux Conditions Particulières, destinataires d'informations sensibles adressées par la Banque liées au paramétrage et à l'activité du Service.

**EBICS** : désigne un protocole interbancaire de télétransmission en vigueur en France.

**Equipement(s) Mobile(s)** : désigne(nt) le ou les smartphone(s) / tablette(s) tactile(s) qui ont été paramétrés dans le Service SUITE ENTREPRISE.com sur le(s)quel(s) le Client souhaite installer l'Application Mobile.

**Fichiers de télétransmission** : désigne les fichiers normalisés d'opérations bancaires (format CFONB ou XML).

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit – Siren 605 520 071 RCS Lyon - Intermédiaire d'assurance N° ORIAS : 07 006 015- Siège social : 4, boulevard Eugène Deruelle – 69003 LYON - N° TVA intracommunautaire : FR 00605520071

**Identifiants EBICS** : paramètres communiqués par la Banque permettant la mise en œuvre de transferts conformes au protocole EBICS.

**Personnes Habilitées** : désigne une ou des personne(s) physique(s) désignée(s) dans les Conditions Particulières pour actualiser la Liste des Pays Autorisés et mise en place d'un plafond de montant.

**Serveur EBICS** : serveur bancaire conforme à la norme EBICS.

**Service SUITE ENTREPRISE.com ou Service** : désigne l'offre de Service de communication bancaire SUITE ENTREPRISE.com qui comprend les fonctionnalités de SUITE ENTREPRISE décrites à l'article 3.1 du présent contrat avec ou sans les modules complémentaires.

**Site** : désigne le site Service SUITE ENTREPRISE.com.

**SUITE ENTREPRISE désigne** le Service décrit à l'article 3.1 des Conditions Générales.

**SUITE MOBILE** : désigne l'offre de consultation des extraits de compte et de validation des remises de SUITE ENTREPRISE.com accessible sur smartphone ou tablette via une connexion internet. Une application SUITE MOBILE doit être téléchargée.

**SUITE ENTREPRISE** : désigne l'offre, de consultation des extraits de compte et de validation des remises de SUITE ENTREPRISE.com accessible sur toute montre connectée iOS ou Android.

**Utilisateurs** : désigne les personnes physiques habilitées par et sous la responsabilité du Client à utiliser tout ou partie du service SUITE ENTREPRISE.com. L'Administrateur crée les comptes Utilisateurs dans le Service.

### ARTICLE 2 – OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles la Banque met à la disposition du Client le service de banque à distance **SUITE ENTREPRISE via le Site SUITE ENTREPRISE.com** et/ou son application mobile (ci-après « le Service »).

**SUITE ENTREPRISE.com** permet :

- Un accès au Site **SUITE ENTREPRISE.com** via une URL dédiée ;
- L'installation d'une Application Mobile sur un ou plusieurs appareils mobiles du Client pour donner un accès à distance à certaines fonctionnalités du Service.

Le Client s'engage à n'utiliser le Service que dans le cadre du présent contrat.

### ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU SERVICE SUITE ENTREPRISE.COM

SUITE ENTREPRISE.com est proposé en complément du protocole de télétransmission bancaire EBICS TS.

Il se compose de fonctionnalités de base appelées SUITE ENTREPRISE ESSENTIEL, auxquelles le Client peut rajouter des modules complémentaires

#### 3.1 Les fonctionnalités de base du Service : SUITE ENTREPRISE

L'abonnement à SUITE ENTREPRISE ESSENTIEL, soumis aux conditions tarifaires prévues aux conditions particulières et , comprend les fonctionnalités suivantes :

Le suivi des Comptes paramétrés dans SUITE ENTREPRISE.com et des opérations sur ces Comptes :



consultation des soldes, recherche et historique des écritures dans la limite de 13 mois en ligne et de 20 Comptes paramétrés.

La saisie d'ordres unitaires, l'import de fichiers d'opérations, la validation et l'envoi de Fichiers de télétransmission pour les opérations suivantes exécutées conformément aux dispositions de la convention de compte courant et le cas échéant de la convention d'émission de prélèvement SEPA que le Client ou chaque Société dont il gère les comptes a conclues avec la Banque, ainsi qu'avec chaque Banque Tierce concernée :

Le virement SEPA « SCT » ;

Le prélèvement SEPA ;

Le virement international ;

Les effets de commerce.

La consultation des relevés de compte avec un historique de 13 mois, des impayés et des rejets issus des ordres transmis sur les Comptes paramétrés dans SUITE ENTREPRISE.com dans la limite de 20 comptes, au format CFONB et/ou XML.

La consultation d'un tableau de trésorerie quotidien donnant une vue synthétique des situations des différents Comptes bancaires et de la projection de leurs soldes en fonction des écritures prévisionnelles.

Le parapheur électronique permettant la gestion de délégation de pouvoirs mono ou multi-signatures au sein du Client pour la signature des ordres en vue de leur télétransmission via EBICS TS.

La gestion d'alertes/ de notifications par e-mail, afin de :

- Prévenir l'Utilisateur quand le solde du(des) Compte(s) ou les opérations imputées sur ce(s) Compte(s) dépassent certains montants ;
- Avertir les personnes habilitées concernées qu'elles doivent confirmer l'enregistrement d'un ou plusieurs comptes bénéficiaires de virement (rubrique « activer les bénéficiaires ») ou que le fichier d'ordres de paiement est prêt pour la signature ;
- Informer le bénéficiaire d'un virement que l'ordre de virement à son attention a été transmis pour exécution.

Les Utilisateurs autorisés à paramétrer les Comptes, Sociétés, alertes et notifications, désignés en annexe 2 paramètrent ces alertes/notifications dans la rubrique « Paramétrage, courriers et notifications ».

La possibilité d'utiliser TurboSync, outil de synchronisation de fichiers. TurboSync facilite l'interfaçage avec les applications métiers du Client (gestion de la paie, gestion des fournisseurs...). Il permet, d'une part, d'intégrer dans SuiteEntreprise.com les fichiers d'ordres de paiement préparés par les applications métiers du Client et, d'autre part, de récupérer les relevés de compte(s), de virements reçus, d'impayés de prélèvements... fournis par SuiteEntreprise.com pour intégration dans d'autres applications métiers du Client. Cet outil nécessite d'utiliser une extension Chrome et un appareillage avec SuiteEntreprise.com.

La possibilité d'utiliser SUITE MOBILE pour l'accès à distance à certaines fonctionnalités du Service, suivant les droits conférés à chaque Utilisateur.

Cette Application Mobile permet de :

Consulter des soldes des Comptes paramétrés dans le Service ;

Consulter des relevés de compte quotidiens ;

Valider des ordres de paiement avant télétransmission.

SUITE MOBILE est également un moyen d'authentification forte pour accéder au service et activer des bénéficiaires depuis le site SUITE ENTREPRISE.com.

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit – Siren 605 520 071 RCS Lyon - Intermédiaire d'assurance N° ORIAS : 07 006 015- Siège social : 4, boulevard Eugène Deruelle – 69003 LYON - N° TVA intracommunautaire : FR 00605520071

SUITE MOBILE peut être utilisé exclusivement sur une tablette ou un smartphone (Apple ou Android).

### 3.1.2 Liste de pays autorisés et plafonds de virements

LISTE PAYS AUTORISÉS : Toute Personne habilitée peut indiquer dans les Conditions Particulières, une liste de pays autorisés à recevoir les virements émis par le Client. Tout virement ou toute remise à destination d'un pays ne figurant pas dans la liste précitée, sera bloqué par le Service et ne sera pas transmis à la Banque ou à la Banque Tierce.

PLAFOND DE MONTANT : Toute Personne Habilitée peut indiquer dans les Conditions Particulières, un plafond global de montant au-dessus duquel tout virement saisi restera bloqué et ne sera pas transmis.

PLAFOND DE MONTANT PAR PAYS : le Client ou l'Administrateur peut déterminer un plafond de montant maximum par pays qui seul sera pris en compte indépendamment du plafond global.

L'absence d'indication par le Client de Pays autorisé ou de Plafond de montant implique que tous les pays réceptionnant les virements du Client ainsi que tous montants figurant sur le virement seront autorisés.

En cas d'enregistrement de l'IBAN d'un Bénéficiaire correspondant à un pays hors liste des pays autorisés par le Client, le Service bloque l'IBAN et interdira l'envoi de virements vers ce Bénéficiaire. Le Client sera informé de ce blocage par un message écran puis un code couleur orange affecté à ce compte dans la liste des Bénéficiaires. Le Client reconnaît que la Banque ne peut voir sa responsabilité engagée en cas de préjudice subi directement ou indirectement en raison d'un virement bloqué conformément aux règles liées à la liste des Pays autorisés et/ou plafond de montant en vigueur à la date de demande d'émission du virement.

Toute modification des pays ou du plafond de montant devra faire l'objet d'un avenant aux Conditions Particulières.

Le service de gestion des mandats de prélèvement SEPA (sous réserve que le Client ou la Société dont il gère les Comptes dans SUITE ENTREPRISE.com, ait signé avec la Banque et/ou avec chaque Banque Tierce concernée la convention d'émission de prélèvement SEPA).

Edition des mandats et des échéanciers par destinataires ;

Création, consultation ou modification des mandats ;

Suivi des mandats en cours de validité ;

Création automatique de la Référence Unique du Mandat (RUM) ;

Archivage des mandats.

La gestion des échéanciers de prélèvements (sous réserve que le Client ou la Société dont il gère les Comptes dans SUITE ENTREPRISE.com, ait signé avec la Banque et/ou avec chaque Banque Tierce concernée la convention d'émission de prélèvement SEPA)

La Banque met à la disposition du Client la possibilité de créer des échéanciers de prélèvement par débiteur.

La gestion d'échéanciers de prélèvements SEPA comprend :

La saisie d'échéanciers de prélèvements avec la gestion des mandats associés,

La définition d'une grille tarifaire pour ajuster la facturation facilement,

La génération automatique d'un fichier de prélèvements SEPA, à chaque échéance et par Banque teneur du compte à créditer, pour tous les prélèvements à débiter à cette échéance, fichier qui devra être signé avec un certificat matériel par un signataire habilité à chaque échéance avant communication à la banque.



### 3.2 Modules complémentaires

Le Client peut opter pour des modules complémentaires à SUITE ENTREPRISE ESSENTIEL.

#### 3.2.1 Comptes supplémentaires

Si le Client souhaite gérer plus de 20 Comptes dans le Service SUITE ENTREPRISE.com, il devra souscrire l'option.

Comptes supplémentaires, soumise aux conditions tarifaires prévues aux conditions particulières. Cette option fera l'objet d'une facturation sur devis.

#### 3.2.2 Durée d'historique étendue

Si le Client souhaite disposer de plus de 13 mois d'historique de relevés dans SUITE ENTREPRISE.Com, il devra souscrire à l'option Durée d'historique étendue, soumise aux conditions tarifaires prévues aux conditions particulières. Un devis lui sera transmis à sa demande.

#### 3.2.3 Suite Mobile supplémentaire

Suite Mobile supplémentaire permet au Client de bénéficier de SUITE MOBILE sur plusieurs smartphones/tablettes pour consulter les comptes de la société et valider les remises. Pour bénéficier de ce complément, le Client devra souscrire à cette option, soumise aux conditions tarifaires prévues aux conditions particulières. Un devis sera transmis au client à sa demande.

#### 3.2.4 Vérification des IBAN

Le Client peut bénéficier, dans SUITE ENTREPRISE.com, du service Sepamail Diamond permettant de demander la vérification d'IBAN, sous réserve que le Client ait signé avec la Banque la convention spécifique régissant ce service. Il est rappelé que ce service est facturé à part, conformément à la convention de service Sepamail Diamond.

#### 3.2.5 Banques supplémentaires

Si le Client souhaite intégrer des comptes détenus auprès de Banques Tierces dans le Service SUITE ENTREPRISE.com, il devra souscrire l'option Banques supplémentaires, soumise aux conditions tarifaires prévues aux conditions particulières.

Cette option fera l'objet d'une facturation sur devis.

#### 3.2.6 La gestion du risque commercial

Si le Client le souhaite, la Banque peut mettre à disposition du Client des informations sur la situation financière de ses partenaires commerciaux, afin de faciliter sa gestion du risque commercial. Ce service d'information commerciale est fourni à partir de données et indicateurs provenant de la société Ellisphere.

Le service consiste à fournir des informations sur les entreprises françaises enregistrées dans la rubrique « portefeuille » pour l'encaissement d'effets de commerce, sur les entreprises françaises devant régler le Client par prélèvement, ainsi que sur les entreprises françaises bénéficiaires de virements, notamment pour payer les fournisseurs, dans la limite de 500 SIREN, à travers les fonctionnalités suivantes :

Une fonction recherche qui comprend : l'indication automatique du SIREN et des coordonnées de l'entreprise à partir de son nom (sirénisation) et l'enregistrement facilité de ces coordonnées,

Une fonction information commerciale qui comprend : la classe de risque, la date de dernière actualisation, la tendance de la classe de risque et l'avis de crédit.

Ces Prestations sont exclusives de toute notion d'assurance-crédit à la carte.

Le Client est informé qu'il existe des fonctionnalités supplémentaires fournies par la société Ellisphere, dans le cadre d'un contrat que le Client a souscrit auprès de la société Ellisphere. Il permet au Client de s'informer sur la solidité

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit – Siren 605 520 071 RCS Lyon - Intermédiaire d'assurance N° ORIAS : 07 006 015- Siège social : 4, boulevard Eugène Deruelle – 69003 LYON - N° TVA intracommunautaire : FR 00605520071

financière de ses partenaires commerciaux au travers des services suivants :

Rapport : information complète sur la fiabilité financière des partenaires commerciaux (Avis de crédit Ellisphere, historiques des Scores et Avis de crédit, informations sur les décisions et procédures collectives, ratios financiers, ...).

Enquête approfondie sur l'entreprise.

Ces services sont facturés au Client par la société Ellisphere, conformément au contrat qu'ils ont conclu.

### ARTICLE 4 – CONDITIONS MATERIELLES ET TECHNIQUES

Le Client mettra en œuvre les moyens nécessaires afin que son environnement informatique réponde aux prérequis techniques exigés par la Banque. Le Client doit :

- Disposer d'une connexion au réseau Internet ;
- Etre habilité au Service **SUITE ENTREPRISE.com** par la Banque qui lui communique les paramètres nécessaires à l'utilisation du Service.

Les configurations minimales nécessaires à l'utilisation du produit sont un navigateur internet à jour et une connexion internet haut débit.

Pour utiliser le service SUITE MOBILE, le Client doit impérativement disposer soit d'un smartphone, soit d'une tablette tactile.

Et utiliser le :

- Système iOS : iPhone 5S et supérieur, iPad mini 2, iPad Air ou iPad Pro première génération et supérieur. La version minimum requise du système est la version 11 d'iOS;
- Système Android : fonctionne sur les Smartphones et tablettes Android disposant au minimum de la version 6.

Cette liste d'équipements est susceptible d'évolution.

### ARTICLE 5 – UTILISATION DU SERVICE

#### 5.1 Installation

La Banque fournit au Client une documentation comportant la procédure permettant l'installation, le paramétrage et la mise en œuvre du « Logiciel de télétransmission » sur un ou plusieurs postes informatiques du Client connecté(s) à Internet. Cette documentation est annexée au Contrat.

En fonction de la complexité, l'installation pourra être réalisée à distance (par téléphone) ou sur site par la Banque.

#### 5.2 Disponibilité du service et règlement des incidents

Le Service est ouvert tous les jours sauf en cas de nécessité de maintenance.

La Banque veille à ce que les opérations soient assurées suivant la même continuité que celle usuellement respectée dans la profession.

La Banque s'attache à la réalisation du Service dans les meilleures conditions d'utilisation possibles. Dans tous les cas, la responsabilité de la Banque n'est pas engagée pour retard ou défaillance dans le fonctionnement des services tenant à un cas de force majeure. Sont considérés notamment comme cas de force majeure, outre la grève interne, tout événement échappant à son contrôle ou encore du fait du Client, du Tiers Serveur ou de tiers, par exemple :

Le défaut de fourniture de courant électrique ;



La fraude d'un tiers ;

Les contraintes techniques, administratives ou autres intéressant les lignes et les réseaux de transmission ;

Les guerres, émeutes, grèves externes, incendies ;

La défaillance du transporteur d'information.

La responsabilité de la Banque ne peut en aucun cas être engagée en cas d'indisponibilité du Serveur EBICS des Banques Tierces.

Le Service SUITE MOBILE étant disponible via le réseau internet et via les réseaux de téléphonie mobile, il ne peut être garanti une disponibilité continue du service. Celui-ci peut notamment être interrompu de manière momentanée en cas de force majeure, de difficultés techniques informatiques ou autres liées aux télécommunications et en particulier dans l'hypothèse d'une perturbation du réseau de communication utilisé.

En cas de constatation d'un défaut quelconque de fonctionnement du Service, chacune des parties s'engage à en aviser l'autre dans les meilleurs délais, à en relever les éléments, à favoriser la recherche de ses causes et à collaborer avec l'autre le plus complètement possible à cet effet.

### 5.3 Délégation

Les modalités de délégation choisies par le Client figurent dans le contrat EBICS préalablement souscrit.

### 5.4 Acheminement des remises

Les remises d'ordres initiées par l'Utilisateur sont envoyées immédiatement par SUITE ENTREPRISE sur le serveur EBICS de la Banque ou de la Banque Tierce. Le jour et l'heure de traitement effectif des ordres dépendent des traitements informatiques de la banque concernée.

En cas d'incident sur le serveur de la Banque ou de la banque Tierce, l'Utilisateur en est averti immédiatement par un message écran.

### 5.5 Traitement des ordres

Les ordres saisis, par l'intermédiaire du Service, sont traités par la Banque ou la banque Tierce, dans le cadre du contrat de télétransmission qu'elle a passé avec celle-ci. Selon le protocole EBICS, les ordres envoyés sur le serveur de la banque sont traités, à condition que :

L'envoi du fichier de remise d'ordres se soit déroulé complètement, jusqu'à réception de l'accusé réception du Serveur (cet accusé réception est confirmé par le Service SUITE ENTREPRISE à la fin de la transmission) ;

Le fichier reçu soit complet ;

L'Utilisateur se soit acquitté (auprès de la banque destinataire) de la procédure de confirmation, notamment par signature disjointe sur internet ou par signature jointe EBICS pour la Banque, ou selon les procédures spécifiques exigées par les Banques tierces.

Selon le protocole SWIFT, les ordres envoyés sur le serveur de la banque sont traités, à condition que la Banque Tierce soit membre du réseau SWIFT.

La validation d'une remise sur SUITE MOBILE entraîne la télétransmission automatique des fichiers par la plateforme SUITE ENTREPRISE avec le protocole EBICS TS quand cette option est retenue par le Client.

### 5.6 Utilisation du Logiciel SUITE ENTREPRISE et SUITE MOBILE

L'utilisation de la partie télétransmission du Logiciel avec la Banque et les Banques Tierces est liée à l'existence d'un contrat de télétransmission conclu par le Client avec chacun de ses différents établissements bancaires.

Dans le cadre des Services SUITE MOBILE, il appartient au Client de protéger les données et/ ou les Logiciels chargés et/ou l'Équipement Mobile utilisé de la contamination par des virus ou des tentatives d'intrusion quelles qu'elles soient.

Le Client s'interdit de détériorer, représenter, reproduire, modifier ou procéder à une utilisation commerciale totale ou partielle, des différents éléments de l'Application Mobile.

### .ARTICLE 6 – MAINTENANCE DU SERVICE

La Banque s'engage à fournir au Client une prestation de maintenance et de maintien en condition opérationnelle du Service SUITE ENTREPRISE.com.

La Banque s'engage notamment à :

- Effectuer toutes les adaptations et/ou modifications du Service rendues nécessaires du fait de l'évolution de la législation française ou européenne (maintenance législative) ;
- Assurer l'évolution du Service et des développements spécifiques et permettre au Client de bénéficier des améliorations techniques et/ou fonctionnelles décidées par la Banque (maintenance évolutive) ;
- Corriger tout incident bloquant (par incident bloquant, on entend tout dysfonctionnement empêchant l'utilisation du Service) ou à fournir une solution de contournement dans un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la notification par le Client de leur occurrence, ladite notification pouvant intervenir par tout moyen.

La Banque s'engage à remédier à tout incident non bloquant ou à fournir une solution de contournement dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la notification par le Client de leur occurrence, ladite notification pouvant intervenir par tout moyen (maintenance corrective).

La Banque s'engage à proposer de façon proactive la résolution de dysfonctionnements dès qu'ils sont identifiés et ce avant même que le Client n'en constate potentiellement le désagrément (maintenance préventive).

### ARTICLE 7 – SUPPORTS AUX UTILISATEURS

La Banque fera ses meilleurs efforts pour assurer l'assistance aux Utilisateurs notamment pour préciser le paramétrage, l'utilisation du Service identifier les anomalies et les corriger.

Les coordonnées de l'assistance EDI de la Banque figurent sur la page d'accueil du Site

### ARTICLE 8 – RESPONSABILITES

#### 8.1 Responsabilité et engagements du Client

8.1.1 Le Client s'engage à utiliser le Service sous sa responsabilité, dans le respect du présent Contrat, de façon licite et dans des conditions assurant sa sécurité. En particulier, le Client s'engage à protéger les équipements (ordinateurs,



smartphones, tablettes) utilisés contre des tentatives d'intrusion  
quelles qu'elles soient ou virus.

Le Client s'interdit de détériorer, représenter, reproduire,  
modifier ou procéder à une utilisation commerciale totale ou  
partielle, des différents éléments du Service SUITE  
ENTREPRISE.com et de l'Application Mobile.

Le Client doit informer sans délai la Banque de la résiliation du  
contrat EBICS qui entraîne la résiliation automatique du présent  
contrat.

L'Administrateur et l'Utilisateur sont responsables de l'utilisation  
strictement personnelle et de la conservation dans des  
conditions de sécurité et de confidentialité de leurs éléments  
d'authentification pour accéder au Service.

Ils s'engagent à notifier sans délai à la Banque toute  
communication à des tiers ou tout vol de leur moyen  
d'authentification, afin que la Banque puisse prendre les  
mesures de sécurité nécessaires. La responsabilité de la  
Banque ne saurait être recherchée en cas d'usage frauduleux  
ou abusif, dû à une divulgation à un tiers de ses moyens  
d'authentification, volontairement ou suite à une négligence  
grave. Toute utilisation de ses moyens d'authentification fait  
présumer une utilisation du Service par l'Utilisateur.

8.1.2 Le Client reconnaît que la Banque ne peut être tenue  
responsable en cas de non traitement d'un fichier en raison du  
non-respect des contraintes techniques du Service par le Client.

Le Client fait son affaire personnelle des litiges l'opposant à ses  
débiteurs et reconnaît que la Banque est déchargée de toute  
responsabilité à cet égard.

Il est de la responsabilité du Client de s'assurer qu'il dispose des  
mandats pour paramétrer et gérer dans SUITE  
ENTREPRISE.com les Comptes appartenant aux autres  
Sociétés du même groupe.

Le Client dégage la Banque de toute responsabilité de contrôle  
des mandats et/ou fichiers saisis et/ou déposés par  
l'Administrateur ou les Utilisateurs dans le cadre des  
fonctionnalités du Service. Le Client reconnaît avoir la  
responsabilité exclusive des opérations réalisées par ces  
derniers. Il en est de même pour les fichiers de remises d'ordres  
de paiement constitués ou les relevés fournis grâce à l'outil  
TurboSync évoqué à l'article 3.1. Le Client s'engage à les vérifier  
et dégage la Banque de toute responsabilité à cet égard.

En conséquence, le Client dégage la Banque de toute  
responsabilité en cas de dommages financiers résultant d'une  
indication erronée de montants et/ou de comptes de  
destinataires, des ordres de mandats ou des rejets lors de la  
présentation des prélèvements à la Banque Tierce, des  
modifications de paramétrage (notamment Liste Pays / Plafond  
de montant).

Le module de gestion des mandats met à la disposition du Client  
un archivage numérique de l'image du mandat. Le Client  
reconnait qu'il assume la responsabilité exclusive de l'archivage  
physique du mandat papier. Il est rappelé qu'en cas de  
contestation de l'existence ou de la validité de ce mandat, le  
mandat papier archivé par les soins du Client constitue un  
élément de preuve principal.

8.1.3 Dans le cadre du service de gestion du risque commercial  
décrit à l'article 3.1, les informations fournies au Client ne  
constituent qu'un complément aux renseignements dont le Client  
dispose par ailleurs et sont de nature à l'aider dans sa prise de  
décision. Le Client reste donc maître de ses choix en appréciant  
les risques qu'il encourt et assume seul la responsabilité des  
décisions qu'il prend et des conséquences qu'il tire à partir des  
informations fournies par la Banque.

La Banque concède au Client pendant la durée du Contrat, une  
licence non-exclusive, non-transférable, d'utilisation des  
données livrées et/ou consultées. Les données d'information

sont fournies au Client à titre confidentiel et personnel et sont  
réservées à son usage strictement interne et final, pour les  
besoins de son activité professionnelle. Le Client s'interdit de les  
communiquer, de les transmettre ou de les céder à des tiers, de  
quelque manière que ce soit y compris par la concession de  
sous-licences, à titre gratuit ou onéreux, en totalité ou  
partiellement, sur quelque support que ce soit, sous peine de  
résiliation immédiate du contrat et de dommages et intérêts. En  
outre, le Client s'interdit formellement de dénaturer de quelque  
manière que ce soit les données fournies par la Banque, de les  
dupliquer, décompiler, désassembler, de les extraire en totalité  
ou partiellement afin de réaliser d'autres documents et / ou  
produits notamment par adjonction et/ou combinaison de  
données, pour les diffuser à des tiers. Il appartient au Client de  
prendre vis-à-vis de ses collaborateurs toutes les mesures  
nécessaires pour sécuriser l'accès aux informations transmises  
par la Banque et de faire respecter son obligation contractuelle  
de confidentialité et de non-divulgation. Le Client est tenu  
responsable de toute reproduction ou communication non  
autorisée des informations transmises par la Banque, tant par sa  
faute que par sa négligence. Le Client garantit la Banque de  
toute réclamation éventuelle de tiers en cas de communication  
ou de divulgation de messages et d'informations.

## 8.2 Responsabilité et engagements de la Banque

La Banque s'engage à mettre à disposition de ses Clients un  
service conforme à la législation en vigueur, ainsi qu'aux règles  
édictees par l'European Payments Council et le CFONB  
concernant les formats des ordres de paiement.

La Banque ne pourra être tenue responsable d'une mauvaise  
utilisation ou d'une utilisation frauduleuse du Service.

La Banque met en oeuvre l'ensemble des moyens techniques  
nécessaires pour assurer au Client une utilisation du Service  
conforme à sa destination et pour lui assurer la meilleure  
disponibilité d'accès au Service. Elle a, à ce titre, une obligation  
de moyens. Le Service étant disponible via le réseau internet, il  
ne peut être garanti une disponibilité continue du Service.

Celui-ci peut notamment être interrompu de manière  
momentanée.

La Banque se réserve le droit d'interrompre l'accès au Service,  
sans encourir de responsabilité, pour assurer les nécessaires  
prestations de maintenance ou d'actualisation, conformément à  
l'article 6.

La Banque fait ses meilleurs efforts, conformément aux règles  
de l'art, pour sécuriser le Service et l'Application Mobile.

Dans ces cas et de façon générale pour préserver la sécurité du  
Service, la Banque se réserve le droit, sans aucune indemnité et  
sans préavis, de bloquer ou, le cas échéant, de résilier le  
Service, conformément à l'article 12.

La Banque est responsable en cas d'accès non autorisé ou  
frauduleux aux données du Client dans le cadre de la fourniture  
du Service, qui lui seraient imputables.

En revanche, la responsabilité de la Banque ne peut notamment  
être engagée :

- en cas de difficultés techniques informatiques ou  
autres liées aux télécommunications et en particulier  
dans l'hypothèse d'une perturbation du réseau de  
communication utilisée ;
- en cas de mauvaise utilisation du Service par le Client  
;
- en cas d'utilisation du Service par une personne non  
autorisée ;
- en cas de non-respect par le Client de ses obligations  
vis à vis de la Banque ;
- en cas de non-respect par le Client des règles SEPA  
énoncées par les instances de place (EPC) ou  
CFONB ;





- en cas de force majeure, telle que reconnue par la jurisprudence.

Toute perte de chiffre d'affaires, de clientèle ou de profit et plus généralement tout préjudice immatériel quel qu'en soit la nature ou la cause qui seraient subis dans le cadre de l'utilisation du Service ne pourra donner lieu à réparation, notamment financière, de la part de la Banque.

La Banque ne pourra être tenue responsable en cas d'erreur dans les fichiers de prélèvements émis par le Client.

Dans le cadre du service de gestion du risque commercial décrit à l'article 3.1, la Banque est tenue à une obligation de moyens dans la fourniture des informations commerciales à ses Clients. Ce service d'information commerciale est fourni à partir de données et indicateurs provenant de la base de données de la société Ellisphere, en vertu d'un accord conclu entre la Banque et cette société.

Ces informations sont issues de l'exploitation et de l'analyse de critères objectifs, d'ordre économique et financier effectuées par la société Ellisphere, sous sa responsabilité. Les informations sont fournies sans garantie de la Banque, ni recours contre elle. Les informations sont communiquées au Client en fonction des données disponibles dans la base de données d'Ellisphere au moment de leur extraction ou de leur consultation. Leur contenu et présentation sont susceptibles de modification, suppression ou ajout en fonction de l'évolution des services et de la réglementation en vigueur.

Le Client reconnaît en conséquence que la Banque ne sera pas responsable en cas d'indisponibilité ou perturbation d'accès à ces informations commerciales ou en cas d'altération de ces informations due à un cas de force majeure, à une grève, à un acte de piraterie, à une intrusion frauduleuse, à tout événement échappant à son contrôle. La Banque s'engage à mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la continuité de l'exploitation et la sécurité du service d'information commerciale, conformément aux usages professionnels et aux règles de l'art.

La société Ellisphere reste propriétaire de tous les droits de propriété intellectuelle sur les études, bases de données, dessins, modèles, prototypes, etc., qu'elle a réalisés et qui sont utilisés par la Banque en vue de la fourniture au Client du service de gestion du risque commercial, dans le cadre du présent contrat. Le Client s'interdit donc toute reproduction ou exploitation desdites études, bases de données, dessins, modèles et prototypes, etc. La Banque informe son Client que la base de données de la société Ellisphere, dont sont issues les informations commerciales fournies dans le cadre du présent contrat, intègre notamment des données du Répertoire SIRENE de l'INSEE, du RNCS en provenance de l'INPI, et des annonces légales publiées au BODACC (A, B et C) par la DILA. Les données précitées demeurent la propriété de leurs titulaires respectifs, et ne peuvent être utilisées par le Client que pour ses besoins propres à l'exclusion de toute autre utilisation.

#### ARTICLE 9 – SECURITE ET ACCES AU SERVICE – CONFIDENTIALITE

Les échanges entre le Client et le serveur **SUITE ENTREPRISE.com** sont effectués au moyen d'une connexion IP sécurisée https.

L'hébergement du Service et des données du Client est assuré par la Banque dans le respect des règles de l'art des standards du marché.

Le transfert de fichiers vers le centre informatique de la Banque, et inversement, sera effectué sous la seule responsabilité du Client et par ses moyens propres, en respectant les paramètres fournis au titre du présent contrat. **Ces paramètres sont affectés personnellement au Client qui devra veiller à leur confidentialité absolue**, notamment en prenant soin de limiter à des préposés dûment habilités l'utilisation des équipements et

s'assurer du changement régulier du mot de passe. Pour le mot de passe, il est recommandé d'utiliser au minimum 8 caractères pour augmenter le nombre de combinaisons possibles et de ne pas utiliser de données facilement déduites par des tiers tels que n° de téléphone, n° d'immatriculation de véhicule, date de naissance, etc ...

En outre, le Client autorise la Banque à interrompre à tout moment, sans engager sa responsabilité, le fonctionnement du Service pour en préserver la sécurité.

La Banque ne pourra être tenue pour responsable des conséquences d'une quelconque utilisation frauduleuse ou accidentelle de ces paramètres. Le Client ne saurait se soustraire aux conséquences résultant des fichiers transférés.

La Banque s'engage à ne pas prendre connaissance du contenu des Fichiers de télétransmission destinés aux Banques Tierces.

La Banque s'engage à ne stocker le Fichier de télétransmission que pour la bonne exécution du service.

Pour le Service SUITE MOBILE, la Banque s'engage à garantir la confidentialité des informations échangées entre le (ou les) Equipement(s) Mobile(s) et le Site SUITE ENTREPRISE.com par des serveurs informatiques permettant un échange de données hautement sécurisées par un double cryptage et authentifiées numériquement par un certificat logiciel auto-généré.

Le Client reconnaît que l'accord de transmission des Fichiers par une personne habilitée au sein de son entreprise, selon des procédures internes propres à elle, ne relève pas de la responsabilité de la Banque et cette dernière ne peut voir sa responsabilité recherchée en cas de non-respect de règles internes à l'entreprise par des collaborateurs ou des tiers.

Les profils déterminés par le Client en vue de procéder à l'accord de télétransmission des fichiers ne sont connus que du Client et relèvent exclusivement de sa responsabilité. Le Client reconnaît qu'en cas d'utilisation frauduleuse du Service par des tiers habilités ou non habilités par lui, la responsabilité de la Banque ne pourra être engagée.

#### ARTICLE 10 – MODIFICATION

La Banque se réserve le droit d'apporter toute modification à ce Service, soit en vue d'améliorer ou d'accroître les prestations, soit pour l'adapter aux nouvelles normes.

Toute modification du présent contrat à l'initiative de la Banque est portée par écrit à la connaissance du Client avec un préavis d'un mois. A compter de cette information préalable, le Client disposera de ce délai d'un mois pour faire connaître s'il y a lieu son refus. En l'absence de désaccord manifesté par le Client dans ce délai, ce dernier sera réputé avoir accepté les modifications du contrat.

Le présent contrat est également modifié lorsque le Client souscrit un nouveau module complémentaire ou souhaite faire cesser un module complémentaire auquel il a souscrit ou lorsqu'il souhaite modifier toute autre indication figurant dans les Conditions particulières. Dans ces cas, les Conditions particulières, avec la case « Avenant » cochée, sont modifiées en conséquence et sont signées par les parties.

Toutes dispositions législatives ou réglementaires qui rendraient nécessaire la modification de tout ou partie du contrat seront applicables dès leur date d'entrée en vigueur.

#### ARTICLE 11 - TARIFICATION

Le prix de l'abonnement mensuel à SUITE ENTREPRISE ESSENTIEL, ainsi que le prix de l'abonnement mensuel à chaque module complémentaire, les frais de mise en place du Service et les éventuels autres frais et commissions sont détaillés dans les Conditions Particulières et dans les conditions tarifaires et dont le Client reconnaît avoir pris connaissance. La



Banque et le Client conviennent que ces prix, commissions et frais seront prélevés sur son compte de facturation mentionné aux Conditions particulières du présent contrat.

Ces conditions tarifaires du Service SUITE ENTREPRISE.com sont susceptibles d'évolution par la Banque, conformément à l'article 10.

Tous les coûts afférents à l'accès au Service, que ce soit les frais matériels, logiciels ou d'accès à Internet ou au réseau de téléphonie mobile sont exclusivement à la charge du Client.

Le traitement des opérations de virement et de prélèvement est soumis aux conditions tarifaires en vigueur dont le client reconnaît avoir pris connaissance dans le cadre de la convention de compte courant. Le coût de ces opérations n'est pas inclus dans l'abonnement mensuel SUITE ENTREPRISE.com.

#### ARTICLE 12 – DUREE RESILIATION

Le présent contrat prend effet à sa date de signature et est conclu pour une durée indéterminée.

La résiliation du contrat peut intervenir à tout moment pour quelque raison que ce soit et doit être effectuée par lettre recommandée avec accusé réception que ce soit à l'initiative du Client ou de la Banque. Dans le cas où la résiliation provient de la demande du Client, la résiliation du Service ne sera effective qu'au terme du mois au cours duquel la notification écrite de résiliation a été réceptionnée par la Banque.

Dans le cas où la résiliation est à l'initiative de la Banque, elle intervient après expiration d'un délai d'un mois à compter du terme du mois au cours duquel la notification écrite de la résiliation a été réceptionnée par le Client.

Toutefois la Banque est dispensée de respecter ce délai et peut procéder immédiatement à la résiliation du contrat dans les cas suivants :

- Non-respect des dispositions du présent contrat
- Comportement gravement répréhensible du Client
- Cessation d'exploitation ;
- Dissolution, transformation, fusion, absorption de la société Cliente ;
- Cession, donation ou apport du patrimoine affecté lorsque le Client est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée ;
- Situation irrémédiablement compromise du Client.
- Ouverture ou prononcé de la liquidation judiciaire du Client ;
- Résiliation du contrat EBICS.

En cas de résiliation du présent contrat, l'accès au Service SUITE ENTREPRISE.com par Internet est supprimé par la Banque, interdisant de ce fait toute possibilité de connexion avec les différents établissements bancaires pour lesquels une connexion avait été paramétrée. En conséquence, les fonctionnalités de base et les modules complémentaires fournis dans SUITE ENTREPRISE.com ne sont plus disponibles. Les modules complémentaires régis par un contrat distinct sont également résiliés de plein droit.

#### ARTICLE 13 – CONVENTION DE PREUVE

Le Client accepte l'enregistrement informatique des connexions et utilisations du Service par la Banque. Les parties acceptent que le fichier des connexions et utilisations fasse preuve entre elles, chacune des parties restant libre d'en rapporter la preuve contraire.

#### ARTICLE 14 – TRAITEMENT DES DONNEES

#### 14.1 Protection des données personnelles

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent contrat, la Banque recueille et traite des données à caractère personnel concernant les personnes physiques intervenant dans le cadre de ce contrat (mandataire, représentant légal, Administrateur, Utilisateur ...).

Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont ces personnes disposent sur leurs données figurent dans la Notice d'information de la Banque sur le traitement des données à caractère personnel.

Cette notice est disponible à tout moment sur le site internet de la Banque via l'adresse suivante :

<https://www.banquepopulaire.fr/portailinternet/Editorial/Informations/Pages/protection-donnees-personnelles.aspx>, ou sur simple demande en agence. La Banque communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

#### 14.2 Traitement des données bancaires du Client

La Banque utilise, consulte et stocke les données relatives aux Comptes paramétrés dans SUITE ENTREPRISE.com, pour la fourniture du Service SUITE ENTREPRISE.com, mais aussi pour d'autres finalités.

Les finalités de traitement des données opérées par la Banque sont notamment :

- La fourniture des services
- La réalisation de statistiques anonymes
- La proposition d'offres commerciales
- La sécurisation de l'utilisation du Service contre la fraude, le blanchiment et le financement du terrorisme.

En fonction des informations enregistrées dans SUITE ENTREPRISE.com, les Utilisateurs sont informés que des messages pourront s'afficher sur les pages du site SUITE ENTREPRISE.com ou de l'Application Mobile, à l'attention du Client, proposant des offres commerciales pouvant répondre à ses besoins. Le représentant légal du Client pourra aussi être contacté par téléphone ou par courriel aux fins de recevoir des offres commerciales à l'attention du Client, sauf s'il a exercé son droit d'opposition à la prospection commerciale dans les conditions précisées au sein de la notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel.

Le titulaire/représentant légal/mandataire dispose d'un droit d'accès et de rectification s'agissant de leurs données ainsi que d'un droit d'opposition au traitement de ces données pour motifs légitimes. Ils peuvent également s'opposer sans frais à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement à des fins de prospection notamment commerciale.

Ces droits peuvent être exercés par courrier accompagné d'une copie de tout document d'identité signé par le demandeur auprès de La Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, en s'adressant au Service Réclamations Clients 2 avenue du Grésivaudan - 38700 Corenc.

#### 14.3 Secret professionnel

La Banque est tenue au secret professionnel, conformément à l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier.



Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France, des organismes de sécurité sociale, de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, des commissions d'enquête parlementaires. Il est en outre levé à l'égard des informations requises pour l'application des conventions conclues par la France organisant un échange automatique d'informations à des fins fiscales (article 1649 AC du Code général des impôts). Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale, ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier, la Banque peut partager avec les personnes avec lesquelles elle négocie, conclue ou exécute des opérations, des informations confidentielles concernant le Client, dès lors que ces informations sont nécessaires à celles-ci et en particulier avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles.

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins de l'une de ces opérations, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel.

Le Client peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels la Banque sera autorisée à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

En outre, le Client autorise expressément et dès à présent la Banque à communiquer et à partager les données le concernant ainsi que leurs mises à jour aux sous-traitants et prestataires pour les seuls besoins des prestations prévues à l'article 3.

#### **ARTICLE 15 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle afférents au contenu du Service SUITE ENTREPRISE.com et de l'application, à la structure générale ainsi qu'aux logiciels, textes, images animées ou non, photographies, son savoir-faire et tous les autres éléments composant le Service et l'application sont réservés. Le présent contrat n'emporte aucune cession d'aucune sorte de droit de propriété intellectuelle sur les éléments susvisés au bénéfice du Client.

Le Client, son Administrateur et ses Utilisateurs s'interdisent notamment de modifier, copier, reproduire, télécharger, diffuser, transmettre, exploiter commercialement et/ou distribuer de quelque façon que ce soit le Service, les pages de l'application, ou les codes informatiques des éléments composant le Service et l'application.

Toute reproduction et/ou représentation, totale ou partielle d'un de ces droits, sans l'autorisation expresse du titulaire de droits, est interdite et constituerait une contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale du contrefacteur. En conséquence, le Client, son administrateur et ses Utilisateurs s'interdisent tout agissement et tout acte susceptible de porter atteinte directement ou non aux droits de propriété intellectuelle concernés.

Il en est de même des bases de données figurant, le cas échéant sur l'application qui sont protégées par les articles du Code de la propriété intellectuelle.

Les signes distinctifs tels que les noms de domaine, marques, dénominations ainsi que les logos figurant sur l'application sont protégés par le Code de la propriété intellectuelle. Toute reproduction totale ou partielle de ces signes distinctifs effectuée à partir des éléments de l'application et du Service sans

autorisation expresse des titulaires de droits est donc prohibée, au sens du Code de la propriété intellectuelle. Seule une utilisation conforme à la destination de cette application et du Service associé est autorisée.

Toutes les autres utilisations, non expressément autorisée par écrit et au préalable par les titulaires de droits est prohibée et constitutive de contrefaçon.

#### **ARTICLE 16 – DEMARCHE BANCAIRE ET FINANCIER**

Si le Client a été démarché en vue de la souscription du Service dans les conditions prévues par les articles L 341-1 et suivants du Code monétaire et financier et même si l'exécution de ce contrat a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, le Client est informé de la possibilité de revenir sur son engagement. Ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du contrat par lettre simple adressée à la Banque.

En cas de commencement d'exécution avant l'expiration du délai de rétractation, le Client peut être tenu au paiement proportionnel du Service effectivement fourni à l'exclusion de toute pénalité.

Il est précisé que la réglementation relative au démarchage bancaire et financier ne s'applique pas aux entreprises dont les données financières ou les effectifs dépassent les seuils suivants (Article D. 341-1 du Code monétaire et financier) :

- cinq (5) millions d'euros pour le total de bilan ;
- cinq (5) millions d'euros pour le chiffre d'affaires ou à défaut pour le montant des recettes ;
- cinq (5) millions d'euros pour le montant des actifs gérés ;
- cinquante (50) personnes pour les effectifs annuels moyens.

Ces seuils ne sont pas cumulatifs. Ils sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou à défaut des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes.

#### **ARTICLE 17 – ELECTION DE DOMICILE - LOI APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

Pour l'exécution du présent Contrat, il est fait élection de domicile par chacune des parties en leur siège social respectif.

Le présent contrat (Conditions générales et Conditions particulières) est régi par le droit français.

Pour le règlement de toute contestation ou de tout litige qui pourrait se présenter au sujet du présent contrat, les parties conviennent de rechercher, préalablement à toute procédure contentieuse, une solution amiable. A défaut d'accord, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social de la Banque

Au-delà du délai de six mois, aucune réclamation relative au contenu des informations et données transmises ou à l'authentification des parties ne sera plus recevable. Ce délai est un délai de forclusion.

Les Conditions Générales et Conditions Particulières sont régies par le droit français.

Pour le règlement de toute contestation ou de tout litige qui pourrait se présenter au sujet des présentes, les parties conviennent de rechercher, préalablement à toute procédure contentieuse, une solution amiable. A défaut d'accord, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social de la BANQUE POPULAIRE.